

### **Contexte et défi**

L'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) a été innové par Kamal Kar, travaillant pour WaterAid et le CVRE en Bangladesh début 2000. Depuis, le projet s'est répandu à une cinquantaine de pays, en commençant par l'Asie : en Inde, en Indonésie, au Pakistan, au Népal et au Cambodge. La première formation multi-pays en Afrique s'est tenue au début de 2007, à partir de laquelle l'ATPC s'est rapidement répandu. Aujourd'hui, à la mi-2011, on le trouve dans diverses formes dans au moins 27 pays africains. À travers le monde, 14 gouvernements ont adopté l'ATPC comme politique nationale de l'assainissement en milieu rural. Parmi eux, 13 se trouvent en Afrique : le Cameroun, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée Conakry, le Kenya, le Libéria, le Malawi, la Mauritanie, Nigeria, Sierra Leone, la Gambie, le Togo, auxquels on peut ajouter un asiatique : l'Indonésie. D'autres soutiennent ou mettent en œuvre l'ATPC sans politique nationale compréhensive, d'autres encore s'y dirigent.

Par conséquent, l'ATPC se voit passer à l'échelle dans de nombreux endroits, avec une forte augmentation de la formation et du déclenchement. Pendant les premiers stades de l'introduction dans un pays, les ONG se mettent souvent à l'avant (à part en Inde), alors que dès l'établissement de l'ATPC, les gouvernements prennent l'initiative en passant à l'échelle. Actuellement, les gouvernements et leurs fonctionnaires jouent les rôles principaux dans beaucoup de pays. Cela a créé une nouvelle situation avec de nouveaux défis et opportunités. Le défi majeur sera de trouver des moyens de passer à l'échelle, en embrassant rapidement des sous-districts puis des districts, voire des provinces et régions, et de le faire en maintenant ou en améliorant la qualité et la performance. Plusieurs pays africains visent à atteindre l'état FDAL (fin de la défécation à l'air libre) dans les milieux ruraux dans quelques années à partir d'une base faible, ce qui n'a jamais été atteint auparavant. Le Madagascar s'est fixé l'an 2018 comme date-cible pour que ses communautés atteignent la FDAL ; le Malawi en 2016 ; l'Éthiopie, la Mauritanie et la Zambie en 2015, le Kenya en 2015 et le Nord du Ghana en 2012.

Beaucoup aurait déjà été atteint. Les défis sont nombreux : évaluer la qualité de la formation et de la facilitation, les méthodes et la fiabilité de vérifications, trouver de bons entraîneurs et leur permettre de se consacrer à plein temps à l'ATPC, comment définir la FDAL ; ainsi qu'avec les méthodes et l'exactitude de la vérification et concernant les données sur les progrès réalisés. Lorsque les gouvernements ont fixé des objectifs dans le passé ils ont eu tendance à exagérer leurs succès, parfois de manière extrême ; ce qui a rendu difficile de saisir la réalité. Même en tenant compte de cela, il est clair que les choses progressent rapidement. Le nombre d'habitants censés vivre dans des communautés qu'on peut raisonnablement croire être à l'état FDAL a augmenté de plus en plus rapidement. En éliminant les chiffres gonflés, on a estimé il y a un an que 10 millions vivaient dans ces communautés FDAL. A la mi-2011 le chiffre pourrait s'élever à 15 millions, dont la proportion africaine grandit.

Ce qui s'est passé, et qui va se passer, est en contradiction avec la vue précédente qu'il était essentiel de s'étendre lentement, progressivement pour assurer la qualité. Ce point de vue

conventionnel a été exprimé dans deux lettres ouvertes.<sup>1</sup> Comme avec le PRA dans les années 1990s, on craignait que la mise en place rapide mènerait à de mauvaises pratiques et ferait discréditer l'ATPC. On considérait le danger grave, car pour l'ATPC, la formation des animateurs et des entraîneurs doit mettre la main sur la pâte en temps réel dans les communautés, et la formation uniquement en salle de classe avait commencé désastreusement. De plus, toute hâte à passer à l'échelle était considéré comme susceptible de mener au déclenchement sans suivi, de manquer l'état FDAL et de reportage exagéré de communautés FDAL. Ces mêmes soucis perdurent. Cependant l'ATPC se voit irrésistiblement passer en vitesse à l'échelle. On n'accepte pas de progresser lentement. Comme de toute urgence, nous nous sommes réunis pour échanger des idées, pour rassembler les témoignages et les présenter sans délai.

Il n'y a que quelques précédents pour ce qui se passe dans beaucoup de pays africains. On peut tirer des leçons pertinentes de campagnes entreprises dans certains états indiens, notamment en Himachal Pradesh<sup>2</sup> et dans la province de Java Est en Indonésie<sup>3</sup>. Mais aucune n'a totalement atteint l'état FDAL. Sur d'autres plans il y a eu l'expérience de ce qui marche et de ce qui ne marche pas, dont on a rassemblé et publié les résultats à partir d'ateliers récents à Lusaka (octobre 2010) ; dans la Déclaration Lusaka<sup>4</sup>, et à Bamako (novembre 2010) dans le Consensus Bamako<sup>5</sup>. Pour en tirer davantage de leçons, de partager l'expérience pertinente mondiale et de les rendre accessible aux législateurs et pratiquants, un petit atelier international a été convoqué à Lukenya au Kenya du 25 au 28 juillet 2011 avec 21 participants de 13 pays africains, asiatiques et ailleurs. On a profité d'une visite au Ministère de la Santé et de l'Assainissement Publique à Nairobi, et du Centre Information ATPC qu'on avait mis en place au Ministère en mai 2011, puis des plans et approches pour le rapide passage à l'échelle au Kenya. On a puisé dans des sources écrites, des présentations et des discussions à AfricaSan 3 à Kigali les 19-21 juillet, et de l'apprentissage d'un atelier de partage ATPC, qui avait été convoqué avant l'AfricaSan, rassemblant 65 personnes issues de gouvernements, de la société civile et d'agences internationales dans 22 pays.

Les notes et comptes rendus qui suivent présentent des synthèses autour de thèmes issus de la partage d'idées dans les ateliers. Ils sont concentrés sur des questions d'échelle et de qualité, dont :

- **L'Appui Institutionnel pour le Passage à l'échelle de l'ATPC**
- **La Formation, le Déclenchement et le Suivi de l'ATPC**
- **Des Stratégies pour la Vérification de la FDAL à l'Échelle**
- **Les Gouvernements, les Agences de Financement et l'ATPC**

---

<sup>1</sup> Kar and Chambers, Open Letters <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/open-letters-clts>

<sup>2</sup> Voir Deepak Sanan, 'The CLTS story in India: The sanitation story of the Millennium', Lyla Mehta and Synne Movik (eds) *Shit Matters: the potential of community-led total sanitation*, Practical Action Publishers, Rugby, UK 2010 :87-100.

<sup>3</sup> Voir par exemple, Nilanjana Mukherjee et al *Learning at Scale: Total Sanitation and Sanitation Marketing Project: Indonesia Country Update June 2009*, Water and Sanitation Program of the World Bank

<sup>4</sup> Source pour la Déclaration Lusaka: <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/lusaka-declaration>

<sup>5</sup> Source pour le Consensus Bamako: <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/bamako-consensusle-consensus-de-bamako-pour-latpc>

- **Le Marketing d'Assainissement pro-pauvres et la Durabilité au-delà de la FDAL**
- **Le Suivi, l'Évaluation, l'Apprentissage et les Systèmes de Gestion d'Information**
- **Des Questions Naissantes et le Passage à l'Échelle de l'ATPC dans divers contextes**

Nous, participants de l'atelier Lukenya (voir annexe A) espérons que ces notes serviront à tous ceux relevant les défis et opportunités à passer à l'échelle en vitesse et avec qualité, dans tous les pays et continents. Les aperçus et options ci-présentés sont fondés sur l'évidence et l'expérience. Bien que tout participant ne donne son aval à chaque point, il y a eu beaucoup de revérification et de consensus. Les recommandations et les idées s'adressent aux législateurs et aux pratiquants. Nous ne les voyons pas comme le dernier mot mais comme des contributions à une lutte commune à laquelle nous sommes tous dévoués avec les champions de l'ATPC dans les gouvernements, les agence internationales, la société civile et surtout les communautés.

On a encore beaucoup à apprendre et il reste du chemin à faire. Nous offrons ces notes comme simple contribution au voyage. Nos les voyons comme des documents vivants, et nous invitons des commentaires, des corrections et des ajouts. Envoyez-les SVP à [CLTS@ids.ac.uk](mailto:CLTS@ids.ac.uk)